

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

S E T F O R G E

Société anonyme au capital de 11 396 220 Euros
Siège social : 41 avenue Berthelot - 42152 L'Horme
433 926 482 R.C.S. Saint -Etienne – APE : 7010 Z

DOCUMENTS COMPTABLES ANNUELS

A – COMPTES SOCIAUX

A1 – BILAN

A C T I F	Notes	Au 31/12/2007			Au 31/12/ 2006
		Montant brut	Amortissements provisions	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE	(1)				
Immobilisations incorporelles					
Brevets et droits similaires		658	431	227	323
		658	431	227	323
Immobilisations corporelles					
Autres corporelles		1 390	867	523	476
		1 390	867	523	476
Immobilisations financières	(1.2)				
Participations	(13)(14)	13 886	4 337	9 549	10 633
Prêts		7		7	8
Autres financières		74		74	74
		13 967	4 337	9 630	10 715
TOTAL (I)		16 015	5 636	10 379	11 514
ACTIF CIRCULANT					
Créances	(2)(12)	2 885	0	2 885	3 430
Clients et comptes rattachés	(13)	446	0	446	313
Autres créances	(13)	3 332	0	3 332	3 743
Divers		1 172	173	999	1 976
Valeurs mobilières de placement	(3)	57		57	43
Disponibilités	(12)	1 228		1 056	2 019
TOTAL (II)		4 560	173	4 387	5 761
COMPTES DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance		22	0	22	107
TOTAL (III)		22	0	22	108
TOTAL GENERAL (I à III)		20 596	5 808	14 789	17 383

P A S S I F	Notes	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006
CAPITAUX PROPRES			
Capital social versé	(4)	11 396	11 396

Primes de scission, de fusion		322	322
Réserve légale		173	173
Autres réserves		0	1 790
Report à nouveau		-701	600
Résultat de l'exercice		-1 686	-3 091
Provisions réglementées		14	25
TOTAL (I)		9 519	11 216
PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	(5)	1 692	1 350
TOTAL (II)		1 692	1 350
DETTES	(6)(12)		
Emprunts et dettes financières divers		1 286	1 697
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(13)	186	761
Dettes fiscales et sociales		1 359	1 098
Dettes sur immobilisations		0	200
Autres dettes	(13)	747	1 061
TOTAL (III)		3 578	4 818
TOTAL GENERAL (I à III)		14 789	17 383

A2 – COMPTE DE RESULTAT

	notes	Exercice 2007	Exercice 2006
PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		7 268	8 176
Chiffre d'affaires net total	(8)(13)	7 252	8 160
Transferts de charges		6	1
Autres produits		10	15
CHARGES D'EXPLOITATION (II)		7 528	6 131
Autres achats et charges externes	(13)	2 221	1 884
Impôts, taxes et versements assimilés		182	172
Charges de personnel	(9)	4 498	3 673
Dotations aux amortissements		264	335
Dotations aux provisions		296	0
Autres charges	(10)	67	68
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-261	2 045
PRODUITS FINANCIERS (III)		66	965
Produits de participations		0	906
Reprises sur provisions financières		34	26
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières		32	33
CHARGES FINANCIERES (IV)		1 289	3 419
Dotations financières aux provisions		1 222	3 366
Intérêts et charges assimilées		67	53
2 - RESULTAT FINANCIER (III -IV)		-1 223	-2 454
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1+ 2)		-1 483	-409
Produits exceptionnels (V)		576	144
Charges exceptionnelles (VI)		982	2 946
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V -VI)	(11)	-406	-2 802
Impôt sur les bénéfices (VII)	(16)	-204	-120
5 - TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		7 910	9 286

6 - TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)		9 595	12 377
7 - RESULTAT NET (5 - 6)	(15)	-1 686	-3 091

A3 – ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

I. Principes et règles COMPTABLES

1.0 Précisions

1.0.1 Situation de la filiale SETFORGE L'HORME

En 2006, les difficultés économiques rencontrées par la filiale SETFORGE L'HORME ont conduit à sa mise sous sauvegarde à compter du 9 mai 2006. Par un jugement en date du 7 février 2007, le tribunal de commerce de Saint Etienne, approuvant le plan de redressement présenté, a prononcé la sortie de la procédure de sauvegarde de la filiale. Le plan de retournement mis en oeuvre, comme prévu, commence à porter ses fruits. Néanmoins, compte tenu, notamment, de la situation de ses capitaux propres au 31 décembre 2007, une nouvelle dépréciation conséquente des titres de participation sur cette filiale a été constatée. Désormais leur valeur nette comptable est nulle. Ce complément de dépréciation est à l'origine, pour l'essentiel, de la perte de – 1,7 M€ dégagée au titre de cet exercice.

1.0.2 Mutualisation des services «supports» à compter du 1er janvier 2007.

La partie économique du plan de sauvegarde sur l'emploi déployé en 2006 sur tous les sites du groupe, prévoyait notamment la mutualisation et la centralisation des fonctions support au sein de la société. Au 1er janvier 2007 elle est devenue effective. A cette date les effectifs de la société, suite à 21 mutations en provenance des autres entités du groupe, ont augmenté de 28 à 49 personnes.

1.1 Références de base

Les comptes annuels de la Société, d'une durée de 12 mois en 2007, sont établis conformément aux dispositions de la législation française. Ils ont été arrêtés le 28 mars 2008 par le Conseil d'Administration de la Société, dans le respect du principe de prudence, de permanence des méthodes comptables, d'indépendance des exercices et dans la perspective de continuité de l'exploitation.

1.2 Méthodes d'évaluation

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est basée sur la méthode des coûts historiques.

Toutefois :

— les amortissements économiques sont calculés suivant le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation habituellement appliquées, à savoir entre :

5 et 10 ans pour les agencements immobiliers,

3 et 6 2/3 ans pour le matériel de transport, de bureau et le mobilier.

Il est précisé que la société n'a pas été concernée par les changements de méthode induits par les règlements du CRC n° 2002-10 et 2004-06 relatifs aux nouvelles règles sur les actifs.

Par ailleurs, aucune incitation fiscale à l'enregistrement des suppléments d'amortissements (mode dégressif) n'a été enregistrée au cours de cet exercice.

— pour les immobilisations financières, l'évaluation au coût historique est comparée à leur valeur d'usage. Celle-ci est généralement déterminée par référence aux capitaux propres de la société détenue, à sa contribution à l'activité du groupe et à ses perspectives de développement et de résultat.

— des provisions pour dépréciation des actifs sont constituées chaque fois que la valeur d'inventaire ou la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur comptable d'un élément de l'actif.

II. Informations complémentaires (en milliers d'euros)

Note 1 - Immobilisations

	Valeur initiale	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
MONTANT BRUT				
Incorporelles	642	16		658
Corporelles	1 199	191		1 390
Financières	13 967	0	1	13 966
	15 808	207	1	16 014
AMORTISSEMENTS ou PROVISIONS				
Incorporelles	319	113	0	431
Corporelles	723	144	0	867
Financières	3 253	1 084		4 337
	4 294	1 341	0	5 635

Conformément aux principes d'évaluation mentionnés en note 1.2 ci-avant, les titres de participation sur notre filiale SETFORGE L'Horme, ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire pour 1 084 milliers d'euros. Ainsi la valeur des titres détenus sur cette filiale est dépréciée en totalité au 31 décembre 2007.

Note 2 - Créances

Hormis une créance de 422 milliers d'euros détenue sur la filiale SETFORGE L'Horme, dont les variations sont présentées ci-dessous, toutes les autres créances sont toutes à moins d'un an. Aucune dépréciation de cette créance n'a été comptabilisée dans les comptes, compte tenu du 1er remboursement de dividendes réalisé selon les prévisions. Aucune créance n'est représentée par des effets de commerce.

	Valeur initiale	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
MONTANT BRUT				
Setforge L'Horme	506	0	84	422

Dont part à 1 an : 84 milliers d'euros

Dont part de 1 à 5 ans : 338 milliers d'euros

Note 3 - Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Ce poste inclut essentiellement des placements à court terme, parts de F.C.P., actions de SICAV et dépôts à terme, sans risque sur le capital, valorisés à leur coût d'acquisition. A la clôture de l'exercice, il existe une plus value latente non significative entre la valeur inscrite au bilan et la valeur d'inventaire.

Les actions propres (9 430 titres en fin d'exercice contre 9 429 au 31 décembre 2006) sont valorisées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque ce prix est supérieur au cours de bourse moyen du dernier mois précédant la clôture de l'exercice. En outre, si ce dernier est supérieur aux prix d'exercice des options d'achat consenties par le Conseil d'Administration, une provision pour risques est alors constatée à hauteur de leur différence.

Note 4 – Capital social

	2007	2006
Nombre d'actions	379 874	379 874
Valeur de l'action en Euro	30	30
Montant du Capital Social en Euro	11 396 220	11 396 220

Note 5 – Provisions pour risques et charges

	2007	2006
Pour charges diverses	450	358
Sur stocks-options	0	13
Pour attribution actions gratuites	58	
Pour primes médailles du travail	4	2
Pour impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	1 180	976
	1 692	1 350

Note 6 – Emprunts et dettes

	2007	2006
6-1 : Ventilation		
A moins d'un an	2 676	3 542
A plus d'un an	902	1 276
A plus de cinq ans	0	0
Total des dettes au bilan	3 578	4 818
6-2 : Décomposition des dettes financières (<i>incluses dans le total ci dessus</i>)		
Concours bancaires ponctuels	7	54
Dettes financières à moins d'un an	376	367
Dettes financières à plus d'un an	902	1 276

Total des dettes financières	1 286	1 697
------------------------------	--------------	--------------

Note 7 - Engagements financiers

Indemnités de fin de carrière

Les engagements de retraite sont constitués des seules indemnités de fin de carrière prévues par les conventions collectives ou contractuelles. Au sein de la société, il n'existe aucun régime propre, collectif ou individuel, de retraite.

La méthode d'évaluation actuarielle utilisée est conforme aux recommandations en vigueur. Elle prend en compte les paramètres suivants : un âge de départ à 60 ans ou s'il est dépassé, 65 ans - la rémunération et ses charges sociales afférentes lors du départ - les droits acquis - les taux de probabilité d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise - un taux d'actualisation de 2,5%, net d'inflation et de progression salariale.

La totalité de ces engagements s'élèvent à **290** milliers d'euros contre **360** un an auparavant. Ils sont couverts en totalité par un contrat d'assurance.

Autre engagement donné

Le 7 février 2007, le Tribunal de Commerce de Saint- Etienne a approuvé le plan de la sortie de sauvegarde de la filiale SETFORGE L'Homme, assorti d'un engagement de caution personnelle et solidaire de la société au profit des établissements de crédit d'un montant de 11,5 millions d'euros.

Note 8 – Ventilation du chiffre d'affaires

	2007	2006
Métropole	7 252	8 160
Exportation	0	0
	7 252	8 160

Note 9 – Ventilation de l'effectif moyen

	2007	2006
Cadres	24	27
Etam	26	8
	50	35

Note 10 - Rémunération des organes d'administration et de direction

	2007	2006
Rémunérations versées aux administrateurs	67	68
Rémunérations versées aux organes de direction	326	319

Aucune avance ou crédit et aucun engagement en matière de pensions et assimilées n'ont été accordés au profit des membres actuels ou à d'anciens membres de ces organes d'administration.

Note 11 - Résultat exceptionnel

	2007	2006
+ Reprise provision pour charges diverses		57
+ Reprise partielle provision impôts - écart sur taux		0
+ Reprise provision amortissements dérogatoires	11	88
- Assurances indemnités fin de carrière	104	0
- Amortissements dérogatoires		0
- Amortissements exceptionnels		204
- Charges de gestion diverses	312	2 558
- Valeur nette des actifs corporels sortis ou cédés		0
- Provision pour charges diverses	2	65
- Provision d'intégration fiscale		120
	-406	-2 802

Note 12 - Charges à payer et produits à recevoir inclus au bilan

	2007	2006
A l'actif		
Disponibilités		
Autres créances	60	30
	60	30
Au passif		
Dettes auprès d'établissements de crédit	0	0
Dettes fournisseurs	23	0
Dettes fiscales et sociales	732	480
Autres dettes	702	953
	1 457	1 433

Note 13 - Entreprises liées

	2006	2006
Au compte de résultats		
Chiffre d'affaires	7 252	8160
Autres charges externes	394	270
Produits sur participations	0	906
Produit exceptionnel	372	0
Au bilan		
Participations financières nettes	13 886	13 886
Provision pour dépréciation participations	-4337	-3253
Créances clients	2 885	3430
Autres créances	3391	2171
Dettes fournisseurs	80	88
Autres dettes	3041	2081

Note 14 - Liste des filiales et participations

Les informations sont développées en annexe.

Note 15 - Incidence des évaluations fiscales dérogatoires et exceptionnelles

	2007	2006
+ Résultat de l'exercice	-1 686	-3 091
+ Impôt sur les bénéfices	-203	-120
= Résultat avant impôts	-1 889	-3 211
+ Variation des provisions réglementées	-11	-88
= Résultat avant impôts hors évaluations fiscales dérogatoires	-1 900	-3 298
+ Variation des provisions exceptionnelles pour impôt	203	120
= Résultat avant impôts hors évaluations fiscales dérogatoires et exceptionnelles	-1 697	-3 178

Note 16 - Impôt sur les bénéfices

	2007	2006
16-1 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices		

+ Résultat courant avant impôt	-1 483	-409
+ Résultat exceptionnel avant impôt	-406	-2 802
= Résultat exercice avant impôt	-1 889	-3 211
+ Impôt sur le résultat courant	0	0
+ Impôt sur le résultat exceptionnel	0	0
+ Incidence groupe fiscal	-203	-120
= Impôt sur le résultat de l'exercice	-203	-120
+ Résultat courant après impôt	-1 483	-409
+ Résultat exceptionnel après impôt	-203	-2 682
= Résultat exercice après impôt	-1 686	-3 091

16-2 Précision

Dans le cadre de l'intégration fiscale, le groupe a opté pour une prise en charge par chaque société de l'impôt qu'elle aurait eu à acquitter sans ce régime. Aussi toutes les charges et les profits d'impôt transitent par le poste impôt du compte de résultat. Chez la mère, les économies temporaires d'impôt à reverser ultérieurement font l'objet de provision exceptionnelle pour risque, le cas échéant.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)

	2007	2006
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (A)	-1223	1 217
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT =	-1092	-2 640
+ Résultat net	-1686	-3 091
+ Amortissements et provisions nets	594	451
- Plus values de cession	0	0
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT NET =	-131	603
- Créances nettes	-497	318
+ Dettes liées à activité	-628	921
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX INVESTISSEMENTS (B)	674	2473
- Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	209	430
- Augmentation des immobilisations financières	0	0
- Variation des créances sur cession d'immobilisations	0	0
+ Cession ou réduction d'immobilisations	1083	3 253
+ Variation des dettes sur investissements	-200	-350
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AU FINANCEMENT (C)	-365	284
- Dividendes versés aux actionnaires	0	0
+ Hausse des emprunts et des subventions	0	680
- Remboursement des emprunts et des subventions	365	396
VARIATION DE LA TRESORERIE DISPONIBLE dont : A+B+C)	-914	721
disponibilités	-962	682
placements		0
découverts ponctuels	-48	-39
+ TRESORERIE DISPONIBLE A L'OUVERTURE	1964	1 243
= TRESORERIE DISPONIBLE A LA CLOTURE	1050	1 964

ANNEXE – LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

	SETFORGE EXTRUSION	SETFORGE L'HORME	SETFORGE LA CLAYETTE	SETFORGE GAUVIN
N° SIREN	309 134 203	338 002 132	572 200 855	745 781 021
Capital	2 800	4 500	3 000	2 500
Nombre d'actions détenues	88 000	284 500	58 588	140 000
Capitaux propres autres que le capital, hors résultat de l'ex.	5 760	-6 652	4 729	3 192
Quote-part du capital détenu	100%	100%	100%	100%
Valeur comptable des titres détenus (voir note 1.2) :				
- brute d'origine	5 681	4 337	3 867	1 630
- nette d'origine	5 681	0	3 867	1 630
Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	néant	néant	3 000	néant
Montant des cautions et avals donnés par la société	néant	11 500	néant	néant
Chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice	33 264	32 178	27 837	30 799
Dotation nette aux amortissements de l'exercice	1 219	646	1 154	1 065
Résultat net de l'exercice	241	-1 620	917	677
Dividendes encaissés	0	0	0	0

B – PROJET AFFECTATION RESULTAT

ORIGINES	
Report à nouveau antérieur	-701 202
Résultat net de l'exercice	-1 685 549
Montant à affecter	-2 386 751
AFFECTATIONS	
Report à nouveau	-2 386 751
Total affecté	-2 386 751

C – COMPTES CONSOLIDES

C1 - COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE - NORMES IFRS - (En milliers d'euros)

	2007	2 006
Chiffre d'affaires Hors Taxes	120 804	118 273
<i>Dont exportation</i>	57 919	51 875
Variation stocks produits finis et en cours	-2 105	-1 687
Autres produits de l'activité	0	0
TOTAL PRODUITS EXPLOITATION	118 699	116 586
- Achats consommés	57722	55 744
- Charges de personnel	26542	28 433
- Charges externes	24620	23 599
- Impôts et taxes	2533	3 007
- Dotations aux amortissements	5929	6 012
- Dotations aux provisions	291	- 69
+ Autres produits et charges d'exploitation	338	- 369
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1400	- 509

+ Produits et charges opérationnels non courants	-2111	- 5 563
RESULTAT OPERATIONNEL	-711	- 6 073
- Coût de l'endettement financier net	1055	802
+ Autres produits et charges financiers	-710	- 5
- Charge d'impôt	-786	- 2 242
RESULTAT NET	-1690	- 4 638
Dont minoritaires	0	0
Dont part du groupe	-1690	- 4 638
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	4792	- 1 030
RESULTAT NET PAR ACTION		
En euro	-4,45	- 12,21
<i>p.m. nombre d'actions en circulation</i>	<i>379 874</i>	<i>379 874</i>

C2 - BILAN CONSOLIDE - NORMES IFRS - (En milliers d'euros)

A C T I F	Année 2007	Année 2006
ACTIFS NON COURANTS	48 086	51 132
Immobilisations incorporelles	262	338
Immobilisations corporelles	44 754	47 040
Actifs financiers à long terme	3 070	3 754
Impôts différés actifs	0	0
ACTIFS COURANTS	58 286	61 361
Stocks nets	14 871	16 297
Créances commerciales nettes	28 301	25 988
Autres actifs à court terme	3 373	3 574
Trésorerie et équivalents	11 741	15 502
TOTAL ACTIF	106 372	112 493
P A S S I F		
CAPITAUX PROPRES	23 166	24 813
Capital social	11 396	11 396
Primes	322	322
Réserves et autres	13 138	17 733
Résultat net	- 1 690	-4 638
Intérêts minoritaires	0	0
PASSIFS NON COURANTS	23 875	31 499
Provisions	1 025	736
Dettes financières à long terme	22 472	29 572
Produits différés à long terme	246	273
Impôts différés passif	133	919
PASSIFS COURANTS	59 331	56 181
Dettes financières à court terme	30 010	24 654
Dettes fournisseurs	19 391	19 233
Autres passifs à court terme	9 929	12 293
TOTAL PASSIF	106 372	112 493

C3 – VARIATION CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS - NORMES IFRS - (En milliers d'euros)

	Année 2007	Année 2006
A l'ouverture	24 813	29 434
+ Coût des stocks options	58	20
- Auto-contrôle	0	-13
- Divers	15	15
+ Résultat de l'exercice	-1 690	-4 639
A la clôture	23 166	24 813

C4 – TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE CONSOLIDES - NORMES IFRS - (En milliers d'euros)

	notes	Année 2007	Année 2006
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	(A)	2 251	-3 860
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT =		4 792	-1 030
+ Résultat net		-1 690	-4 638
+ Amortissements et provisions nets		6 952	7 341
+ Résultat calculé sur stocks-options		58	21
+ Variation imposition différée		-786	-2 242
- Plus values de cession		356	-293
- Quote part subvention rapportée au résultat		15	-16
- Résultat calculé sur actualisation		-629	1 789
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT NET =		-2 541	-2 830
- Stocks nets		-1 426	-5 542
- Créances nettes		2 112	-828
+ Dettes liées à activité		-1 856	3 459
- Comptes de régularisation		-1	-40
- Variation du BFR lié à la sauvegarde		0	12 699
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX INVESTISSEMENTS	(B)	-3 725	-9 582
- Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		5 211	4 328
- Augmentation des immobilisations financières		821	2 124
- Augmentation des immobilisations financières liées à la sauvegarde		-1 464	1 464
+ Valeur de cession ou réduction d'immobilisations		1 014	450
+ Variation des dettes sur investissements		-171	-2 116
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)		-9 009	15 657
- Dividendes versés aux actionnaires		0	0
+ Hausse des emprunts et des subventions		74	6 657
+ Variation des dettes liées à la sauvegarde		-1 329	17 272
+ Variation des financements courants		-514	-3 315
- Remboursement des emprunts et subventions		7 240	4 969
- Achat d'actions propres		0	0
+ Vente d'actions propres		0	12
VARIATION DE LA TRESORERIE DISPONIBLE dont :	(A+B+C)	-10 483	2 215
Disponibilités		-5 117	2 829
Placements		1 356	2 926
Financement affacturage		6 334	10 116
Découverts ponctuels		388	-6 576

+ TRESORERIE DISPONIBLE A L'OUVERTURE		-604	-2 819
= TRESORERIE DISPONIBLE A LA CLOTURE		-11 086	-604

C5 – ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES - NORMES IFRS - (En milliers d'euros)

0 précisions

0.1 PROCEDURE DE SAUVEGARDE

En mai 2006 le Tribunal de Commerce de Saint-Etienne a accédé à la requête de notre filiale SETFORGE L'Homme en prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde au motif que cette procédure serait de nature à faciliter la réorganisation de cette filiale pour surmonter ses difficultés.

Cette procédure s'est accompagnée d'une période d'observation au cours de laquelle un plan de remboursement portant sur la totalité des créances sans aucun abandon a été négocié et conclu avant le 31 décembre 2006 avec les fournisseurs, les établissements de crédit et les autres créanciers.

Par un jugement en date du 7 février 2007 le Tribunal de Commerce de Saint-Etienne, approuvant le plan de redressement présenté, a prononcé la sortie de sauvegarde de notre filiale.

En décembre 2007 notre filiale a assuré le paiement de la première annuité du plan de remboursement négocié pour un montant de 3,6 M€.

Ce passif intégrait aussi des créances intra-groupe pour 1,5 M€. Elles ont été classées dans les immobilisations financières au 31 décembre 2006. Au 31 décembre 2007 ces flux intra-groupe sont annulés dans les comptes consolidés. La dette de SETFORGE L'Homme envers les autres sociétés du Groupe subsiste dans les comptes sociaux. Elle sera remboursée selon les mêmes modalités applicables à l'ensemble des créanciers.

L'actualisation, au taux de 4% l'an, d'une partie de la dette sans intérêt, a généré :

- au 31 décembre 2006 un profit financier de 1,8 M€ classé en résultat opérationnel non courant,
- au 31 décembre 2007 une charge financière de 0,6 M€ classée en résultat financier.

En conséquence et après prise en compte d'ajustements divers pour 0,5 M€, le passif issu de cette procédure de sauvegarde, classée dans les autres dettes financières à long et à court terme a été ramené sur un an de 23,4 à 18,4 M€.

0.2 PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI (PSE)

Parallèlement un plan de sauvegarde sur l'emploi concernant tous les sites du Groupe, y compris le siège, a été initié dès les premiers jours du mois de mai 2006 par la consultation de tous les comités d'entreprise existants au sein du Groupe. Cette phase d'information et de consultation s'est achevée entre fin juin et début juillet 2006.

Dans sa partie économique ce plan projetait notamment une réorganisation industrielle et fonctionnelle du Groupe, par le transfert du siège social de Lyon sur le site de l'Homme, par la mutualisation et la centralisation des fonctions support, et par le transfert d'activités pour spécialiser les sites industriels.

Dans sa partie sociale ce plan prévoyait 135 suppressions de postes, 68 propositions de transferts et 51 créations de postes. Au final ce plan, achevé depuis le 15 octobre 2007, s'est traduit par 28 transferts de postes et par une diminution des effectifs de 127 personnes qui se décompose en 190 départs compensés en partie par 63 embauches.

Au 31 décembre 2007 cet important plan est clos et le dernier transfert d'activité, légèrement retardé par des incidents techniques est en cours.

0.3 PROGRAMME D'AFFACTURAGE

Comme les autres sociétés du Groupe, la filiale SETFORGE L'Homme a rejoint en 2007 le programme d'affacturage initié par le Groupe en 2006 pour consolider ses besoins financiers à court terme. Ce programme, sans aucun effet sur les créances commerciales car le risque de non-recouvrement n'est pas transféré, impacte :

- les immobilisations financières pour 2,9 millions d'euros contre 2,1 millions d'euros en 2006, consécutifs aux dépôts de garantie,
- la trésorerie disponible à l'actif pour 7,2 millions d'euros, contre 5,9 millions d'euros en 2006, correspondant au solde du droit à tirage non utilisé,
- les dettes financières à court terme pour 22,3 millions d'euros, contre 16,0 en 2006, représentant les possibilités de financement mises à disposition.

1 Références de base

Depuis le 1^{er} janvier 2005, en application du règlement Européen n° 1606/2002 visant les sociétés cotées sur un marché réglementé européen, les comptes consolidés du groupe sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) émis par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Les principes et règles comptables décrits ci-après ont été appliqués de manière homogène pour toutes les périodes présentées.

2 Périmètre de consolidation

Toutes les sociétés suivantes, dont SETFORGE S.A. dirige les politiques financière et opérationnelle et qu'elle contrôle directement ou indirectement à plus de 50 %, sont consolidées directement par la méthode de l'intégration globale.

Nom de la Société	Siège	N° SIRET	Pourcentage d'intérêt au	
			31.12.07	31.12.06
SETFORGE S.A.	L'Homme (42)	433 926 482 00046	Mère	Mère
SETFORGE EXTRUSION	L'Homme (42)	309 134 203 00012	100	100
SETFORGE L'HORME	L'Homme (42)	338 002 132 00011	100	100
SETFORGE LA CLAYETTE	La Clayette (71)	572 200 855 00029	100	100
SETFORGE GAUVIN	La Monnerie - le - Montel (63)	745 781 021 00019	100	100

Au sein du Groupe les notions d'entités ad hoc, d'entreprises associées ou de co-entreprises sont inexistantes.

L'ensemble des sociétés françaises ci-dessus constitue le groupe fiscal SETFORGE qui expirera au 31 décembre 2010.

3 Principes comptables

La consolidation est effectuée sur la base des comptes sociaux établis par chaque société. Elle est également établie :

- après élimination des opérations internes au groupe,
- dans la perspective de continuité de l'exploitation,
- selon les principes du coût historique sauf pour certains postes évalués à la juste valeur tel que précisé ci-après.
- selon les normes IFRS, telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux interprétations de l'IFRIC, applicables au 31.12.2007 y compris les normes, amendements et interprétations suivants qui sont d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2007 :
 - Normes IFRS 7 « Instruments financiers » : sur les informations à fournir concernant les actifs et passifs financiers,
 - Amendement à l'IAS 1 : « Information à fournir sur le capital »,
 - Interprétation IFRIC 7 : « Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 »,
 - IFRIC 8 : « Champ d'application d'IFRS 2 »,
 - IFRIC 9 : « Réexamen des dérivés incorporés »,
 - IFRIC 10 : « Information financière intermédiaire et dépréciation ».

Ces normes et interprétations n'ont pas eu d'impact sur la performance ou la situation financière du groupe.

Par ailleurs SETFORGE n'a pas opté pour une application anticipée au 31 décembre 2007 des normes et interprétations adoptées ou en cours d'adoption par l'Union Européenne et dont l'application obligatoire est postérieure au 1er janvier 2008. Parmi celles-ci peuvent être citées :

Normes adoptées par l'Union Européenne :

- Norme IFRS 8 « segments opérationnels »,
- Interprétation IFRIC 11 « actions propres et transactions intra-groupe ».

Normes en cours d'adoption par l'Union Européenne :

- Norme IAS 1 révisée « présentation des états financiers »,
- Norme IAS 23 révisée « coûts d'emprunt »,
- Interprétation IFRIC 12 « contrats de concession de service »,
- Interprétation IFRIC 13 « programme de fidélisation clients »,
- Interprétation IFRIC 14 « IAS 19 – limite des avantages économiques liés au surfinancement du régime et obligation de financement minimum ».

SETFORGE n'attend aucun impact significatif sur ses états financiers lors de l'application de ces textes dans le futur.

L'élaboration des comptes consolidés en normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations. Sauf précision contraire les données chiffrées sont exprimées en milliers d'euros.

3.1 actifs non courants

3.1.1 Immobilisations incorporelles

Au sein du Groupe il n'existe ni goodwill, ni écart d'acquisition, ni frais de recherche.

Les immobilisations incorporelles sont constituées uniquement de logiciels achetés enregistrés à leur coût d'acquisition et amortis suivant le mode linéaire au maximum sur 3 ans, sauf si un indice de perte de valeur après analyse conduit à la constatation d'une perte de valeur égale à la différence entre le montant recouvrable et la valeur comptable de l'actif concerné.

En ce qui concerne :

- les frais de recherche, ils ne sont pas immobilisables,
- les frais de développement, dès qu'ils sont encourus, ils sont enregistrés directement en charges car le Groupe considère qu'aucune certitude sur le bénéfice de leurs avantages économiques futurs n'existe.

Les immobilisations incorporelles ont évoluées ainsi :

	31.12.2006	Augmentation	Diminution	31.12.2007
Montants bruts :	1 523	60	4	1 578
- Concessions, brevets, licences	1 523	60	4	1 578
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
Amortissements ou provisions :	1 185	136	4	1 316
- Concessions, brevets, licences	1 185	136	4	1 316
- Fonds commercial				
- Autres immobilisations incorporelles				
Montants nets :	338	- 76		262

3.1.2 Immobilisations corporelles

3.1.2.1 Terrains : Ils sont comptabilisés à leur juste valeur établie régulièrement à dire d'expert tous les 4 à 5 ans, sauf circonstances exceptionnelles.

3.1.2.2 Autres corporelles : Elles sont enregistrées par composants à leur coût historique d'acquisition ou de production diminué de leurs amortissements.

Les coûts n'intègrent :

- ni frais financiers, ils sont comptabilisés en charges,
- ni déduction liée aux subventions d'investissement, elles sont enregistrées au bilan en produits différés et sont rapportées en résultat sur la durée d'utilisation de l'actif correspondant,
- ni coûts d'entretien et de réparation courants, ils sont enregistrés en charges.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire selon des durées d'utilisation ci-après reflétant le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à chaque composant d'un actif, à savoir :

	Structure et assimilés	Composants secondaires
Bâtiments industriels	60 ans	18 – 30 ans
Autres Agencements immobiliers	40 ans	15 – 30 ans
Equipements industriels avec composants	5 – 10 ans	–
Autres équipements industriels	20 – 30 ans	2– 18 ans
Equipements informatiques et assimilés	3 – 6 2/3 ans	–
Matériels de transport	3 ans	–
Autres corporels	3 – 6 2/3 ans	–

Aucune valeur résiduelle n'a été affectée aux immobilisations qui ne bénéficient d'aucun marché actif lors de leur revente éventuelle. Les plus ou moins values de cession des immobilisations corporelles sont déterminées par rapport à la juste valeur pour les terrains et à la valeur nette comptable pour les autres corporelles. Elles sont enregistrées en résultat dans les autres produits et charges opérationnelles. Les immobilisations corporelles ont évolué ainsi :

	31.12.2006	Augmentation	Diminution	31.12.2007
Montants bruts :	127 535	5 192	6 500	126 228
- Terrains	2 279	2	142	2 139
- Constructions	25 536	191	156	25 572
- Matériel	95 173	4 525	6 157	93 540
- Autres corporels	3 164	193	3	3 355
- Immobilisations en cours	1 383	281	42	1 623
Amortissements ou provisions :	80 495	6 170	5 192	81 474
- Terrains	253	4	137	120
- Constructions	13 524	765	111	14 179
- Matériel	64 129	5 188	4 941	64 376
- Autres corporels	2 589	213	3	2 798
- Immobilisations en cours				
Montants nets :	47 040	- 978	1 308	44 754

3.1.2.3 Contrat de location

Les contrats de location significatifs qui sous certaines conditions transfèrent au Groupe l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ainsi loué sont immobilisés à leur juste valeur et génèrent un passif financier en contre-partie des paiements futurs actualisés.

Le montant des crédits baux et des locations financement incorporés dans les immobilisations corporelles ci-dessus est le suivant :

	31.12.2006	Augmentation	Diminution	31.12.2007
Montants bruts :	11 746	74	1 006	10 814
- Terrains crédit bail	15			15
- Constructions crédit bail	7 586			7 586
- Matériel crédit bail et assimilé	4 144	74	1 006	3 212
Amortissements ou provisions :	4 981	886	1 006	4 861
- Terrains crédit bail				
- Constructions crédit bail	1 910	302		2 212
- Matériel crédit bail et assimilé	3 071	584	1 006	2 649
Montants nets :	6 765	- 812		5 953

Les paiements relatifs à ces crédits baux et aux locations financement existants en fin d'exercice sont les suivants et ils n'intègrent aucun revenu de sous-location :

	31.12.2007	31.12.2006
Total des loyers à payer, dont :	13 735	13 651
+ Loyers antérieurs payés	6 807	7 190
+ Loyers de l'exercice	895	1 024
+ Loyers futurs à régler, dont :	4 626	5 436
- à moins d'un an	728	873
- au delà de 1 an et jusqu'à 5 ans	2 460	2 618
- au delà de 5 ans	1 438	1 946

Par ailleurs les paiements relatifs aux autres contrats de location simple sont les suivants :

	31.12.2007	31.12.2006
Loyers inclus dans le compte de résultat, dont :	843	821
+ loyers sur contrats significatifs	626	628
Pour ces derniers, paiements futurs minimaux, dont :	2 460	3 383
- à moins d'un an	446	786
- au delà de 1 an et jusqu'à 5 ans	1 356	1 620
- au delà de 5 ans	658	977

3.1.2.4 Pertes de valeur

Si pour une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) des indices de pertes de valeur apparaissent à la clôture annuelle, la valeur d'utilité de ses immobilisations corporelles et incorporelles est testée pour vérifier qu'elle est supérieure au cumul des flux futurs de trésorerie actualisés dégagés par cette UGT sur la durée d'utilisation prévue. Dans le cas contraire une perte de valeur pour la différence est enregistrée directement en résultat en l'absence d'écarts d'acquisition.

A chaque site industriel du Groupe correspond une Unité Génératrice de Trésorerie.

Au titre de l'exercice aucune perte de valeur n'a été décelée.

3.1.3 Actifs financiers à long terme

Les actifs financiers à long terme sont constitués pour l'essentiel par des prêts et créances avec des échéances supérieures à 12 mois à la date de clôture. Ils sont comptabilisés au coût historique après déduction d'une perte de valeur le cas échéant. Leur composition et évolution, est la suivante :

	31.12.2006	Augmentation	Diminution	31.12.2007
Montants bruts :	3 754	821	1 504 535	3 070
- Autres titres de participation	1			1
- Prêts	1 473		1 466	7
- Garanties affacturage	2 118	821	39	2 900
- Autres financières	161			161
Amortissements ou provisions :				
- Autres titres de participation				
- Prêts				
- Garanties affacturage				
- Autres financières				
Montants nets :	3 754	821	1 504 535	3 070

La hausse de l'exercice est constituée par le dépôt de garantie versé par SETFORGE L'HORME dans le cadre de la mise en place du programme d'affacturage, et la diminution par l'annulation des créances intra-groupes gelées précédemment reclassées dans ce poste.

3.2 impôts exigibles et différés

3.2.1 Impôt sur les résultats

La charge d'impôt au compte de résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé et se décompose ainsi :

	31.12.2007	31.12.2006
Charge d'impôt exigible		
Produit / charge d'impôts différés	- 786	- 2 242
Total des impôts au compte de résultat	- 786	- 2 242

L'impôt exigible déterminé selon les règles fiscales est basé sur les bénéfices des sociétés du Groupe constitué en groupe fiscal. Il intègre les éventuels ajustements d'impôts à payer sur les exercices précédents et il s'analyse ainsi :

	31.12.2007	31.12.2006
Résultat avant impôt	- 2 476	-8 668
* Taux d'impôt en France (%)	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	- 825	-2 889
+ Effets sur l'impôt théorique	242	783
> des différences entre bases comptable et fiscale	24	653
> des éléments divers	218	130
= Charge d'impôt calculé	- 583	-2 106
+ Effet intégration fiscale compensée par provision	- 203	-135
= Charge d'impôt réel	- 786	-2 241
Taux d'impôt effectif avant effet intégration fiscale	23,55%	24,30%

L'impôt différé à la clôture est calculé, selon la méthode du report variable, en appliquant le taux d'imposition, adopté ou qui sera adopté, aux différences temporaires existant entre les valeurs comptables des actifs ou des passifs au bilan consolidé et leurs bases fiscales correspondantes. Les impôts différés actifs sont comptabilisés s'il est plus probable qu'improbable que des résultats futurs taxables permettront d'absorber les déficits reportables.

La position nette des impôts différés au bilan se décompose ainsi :

	31.12.2007	31.12.2006
Différences temporaires	886	88
Retraitement des écritures de nature fiscale	2 290	1 305
Reports fiscaux déficitaires	- 4 697	- 3 460
Changements de méthodes	1 236	2 569
Sur réévaluation des terrains	417	417
Total passifs nets d'impôts différés	133	919

Leur variation s'analyse comme suit :

	31.12.2007	31.12.2006
au 1er janvier	919	3 160
Produit / charge d'impôts différés	- 786	-2 838
Autres variations		596
au 31 décembre	133	919

3.3 actifs courants

3.3.1 Stocks

Les stocks sont valorisés au coût moyen pondéré :

- d'achat (y compris les frais accessoires directement attribuables) pour les matières premières, fournitures, marchandises et autres approvisionnements achetés,
- de production (y compris tous coûts directs et les frais généraux de production affectés sur la base de la capacité normale de production) pour les en-cours et les produits finis manufacturés.

Les coûts n'intègrent aucun frais financier.

A partir d'indices de perte de valeur et après analyse, des dépréciations sont constituées dès lors que la valeur nette probable de réalisation est inférieure au coût d'achat ou de production. Cette valeur nette correspond au prix de vente attendu après déduction des coûts estimés d'achèvement et de commercialisation.

La composition des stocks est la suivante :

	31.12.2007	31.12.2006
Matières premières	6 547	5 868
En cours	4 337	4 389
Produits finis	3 986	6 040

Provision pour dépréciation		
Stocks nets	14 871	16 297

3.3.2 Créances commerciales

Elles incluent les effets remis à l'encaissement et non échus qui sont exclus des disponibilités. De même les créances cédées dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'affacturage au niveau du Groupe sont maintenues dans cette rubrique car le risque de non recouvrement n'est pas transféré. Elles sont comptabilisées à leur juste valeur sur la base de leur valeur nominale historique car les délais de paiement accordés sont conformes aux usages de la profession.

A partir d'indices de perte de valeur et après analyse, des dépréciations sont constituées dès lors que le cumul, le cas échéant actualisé s'il est significatif, des encaissements espérés est inférieur à la valeur nette comptable de la créance.

Les créances commerciales nettes, toutes avec des échéances inférieures à un an, s'élèvent à :

	31.12.2007	31.12.2006
Clients et comptes rattachés	28 893	26 288
Provision pour pertes de valeur	592	300
Créances commerciales nettes	28 301	25 988

La variation des provisions pour dépréciation des créances commerciales s'analyse comme suit :

	31.12.2007	31.12.2006
Au 1er janvier	300	369
Dépréciation de l'exercice	359	200
Utilisation des provisions	68	269
Au 31 décembre	592	300

3.3.3 Autres actifs à court terme

Les autres actifs à court terme se décomposent ainsi :

	31.12.2007	31.12.2006
Acomptes versés sur commandes	41	26
Autres créances	3 274	3 360
Charges constatées d'avance	58	189
Provision pour pertes de valeur	0	
Autres actifs à court terme nets	3 373	3 574

3.3.4 Trésorerie et équivalents

Évalués à leur juste valeur, la trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les placements à court terme très liquides, facilement convertibles et soumis à un risque négligeable de changement de valeur, déduction faite des découverts bancaires ponctuels remboursables à vue classés dans les passifs financiers.

Elle ne comprend aucun investissement en actions.

Les effets remis à l'encaissement et non échus sont exclus des disponibilités et sont reclassés dans les créances commerciales.

Dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'affacturage au niveau du Groupe :

- les créances clients cédées sont maintenues dans les créances commerciales,
- le solde du droit à tirage non utilisé, immédiatement disponible auprès du factor, est assimilé à des liquidités
- les possibilités de financement mises à disposition par le factor sont assimilées à des concours bancaires courants.

La composition de la trésorerie est la suivante :

	31.12.2007	31.12.2006
Valeurs mobilières de placement	1 562	6 706
Disponibilités auprès du factor	7 212	5 856
Autres disponibilités	2 967	2 941
- Provisions pour pertes de valeur		
Total trésorerie à l'actif	11 741	15 502
- Financements mis à disposition par le factor	22 306	15 972
- Découverts bancaires	521	134
= Total trésorerie disponible	- 11 086	- 603

3.4 capitaux propres

La politique du Groupe consiste à maintenir une base solide de capitaux propres dans une perspective de financement durable de ses forts besoins d'investissements tout en veillant au juste équilibre entre son intérêt général et celui de ses actionnaires.

SETFORGE a mis en oeuvre un contrat de liquidité conformément à la charte de déontologie élaborée par l'AFEI afin d'assurer l'animation du marché. Dans le cadre de programmes de rachat régulièrement approuvés en assemblée générale, SETFORGE est autorisé à procéder à l'achat d'actions de la société en vue notamment de couvrir des plans d'options d'achats d'actions, ou d'attribution gratuite d'actions aux salariés et/ou aux mandataires sociaux, d'assurer l'animation du marché des titres de la société, de les conserver en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, et de les annuler ultérieurement sur décision expresse d'une Assemblée Générale.

3.4.1 Capital social

Le capital social est constitué uniquement par des actions ordinaires. La société n'a émis aucun instrument financier permettant directement ou indirectement d'accéder immédiatement ou à terme à des actions en capital. Elles peuvent revêtir la forme nominative ou au porteur identifiable au gré de l'actionnaire. Les actions nominatives entièrement libérées inscrites pendant 4 ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

Les éventuelles actions d'autocontrôle détenues par la société sur elle-même ou par l'une de ses filiales sont déduites des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Le prix net de frais directs de leur cession ultérieure est enregistré en capitaux propres.

3.4.2 Primes et réserves

Elles se ventilent ainsi :

	31.12.2007	31.12.2006
Prime d'émission, fusion, apport	322	322
Réserve légale	173	173
Report à nouveau	- 701	308
Réserves consolidées	13 665	17 251
Total des réserves et autres	13 460	18 055

3.5 passifs financiers

Les passifs financiers comprennent notamment les emprunts auprès des établissements de crédit et assimilés, la contrepartie des crédits baux et le cas échéant des locations-financement, les découverts bancaires ponctuels et les possibilités de financement mises à disposition par le factor dans le cadre de la mise en oeuvre du programme d'affacturage au niveau du Groupe.

Les passifs financiers sont portés dans les passifs courants pour la part devant être remboursée dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Ils sont initialement comptabilisés au bilan à leur juste valeur sous déduction de leurs coûts d'émission.

Ils se ventilent comme suit :

	31.12.2006	31.12.2006
Emprunts auprès des établissements financiers	3 279	5 352
Emprunts en crédit bail	3 297	3 596
Contrats de location financement	227	245
Emprunts et dettes financières divers	636	1 180
Autres passifs financiers à long terme		
Autres dettes à long terme (sauvegarde)	15 033	19 199
Total long terme	22 472	29 572
Emprunts auprès des établissements financiers	2 233	2 256
Emprunts en crédit bail	461	755
Contrats de location financement	152	223
Emprunts et dettes financières divers	519	937
Découverts bancaires	521	131
Financement factor	22 306	15 972
Autres passifs financiers à court terme	404	222
Autres dettes à court terme (sauvegarde)	3 414	4 157
Total court terme	30 010	24 653
Total Dettes Financières	52 483	54 225

L'endettement net financier se décompose ainsi :

	31.12.2007	31.12.2006
+ Dettes Financières	52 483	54 225
- Valeurs mobilières de placement	1 562	6 706

- Disponibilités	2 967	2 941
- Financement factor	7 212	5 856
= Endettement net financier	40 741	38 723

Le passif financier, lié à la sortie de la procédure de sauvegarde de la filiale SETFORGE L'Homme évoqué en note 0.1 et inclus dans les deux tableaux ci-dessus, se ventile ainsi :

	31.12.2007	31.12.2006
Etablissements financiers	5 139	6 429
Dettes financières diverses	2 854	2 665
Fournisseurs	4 766	7 690
Dettes fiscales et sociales	1 067	1 432
Autres dettes	1 208	982
Total long terme	15 033	19 199
Etablissements financiers	727	1 443
Dettes financières diverses	523	444
Fournisseurs	1 539	1 727
Dettes fiscales et sociales	241	322
Autres dettes	384	221
Total court terme	3 414	4 157
Total passif sauvegarde après actualisation	18 448	23 356

3.6 passifs non courants

3.6.1 Provisions

Des provisions sont constituées si, à la date de clôture, il est certain ou probable qu'une obligation actuelle, juridique ou implicite, du Groupe envers un tiers provoquera une sortie de ressources sans aucune contrepartie et dont le montant peut être estimé de façon fiable.

Elles se ventilent ainsi :

	31.12.2007	31.12.2006
Charges diverses	614	405
Indemnités départ retraite	311	235
Primes médailles du travail	99	95
Total des provisions	1 025	736

3.6.2 Produits différés à long terme

Leur composition est la suivante :

	31.12.2007	31.12.2006
Subventions d'investissements obtenues	400	400
- Quote part rapportée aux résultats antérieurs	90	74
- Quote part rapportée aux résultats	37	16
- Quote part à court terme	27	37
Produits différés à long terme	246	273

3.7 personnel : frais et avantages

3.7.1 A court terme : Toutes les rémunérations, salaires, cotisations de sécurité sociale, congés payés, congés maladie, les primes, l'intéressement, les avantages non-matérielles et toutes autres charges assimilées sont comptabilisés au titre de l'exercice au cours duquel les salariés du Groupe ont rendu les services correspondants.

3.7.2 Postérieurs à l'emploi : Le Groupe ne recourt à aucun régime à prestations définies collectif ou individuel. Par contre dans le cadre des régimes légaux et obligatoires à cotisations définies, les sociétés du Groupe versent les cotisations prévues à divers fonds d'assurances. L'engagement des sociétés du Groupe se limite au paiement des cotisations. Les cotisations ainsi versées sont comptabilisées au titre de l'exercice ou elles sont dues.

3.7.3 A long terme : Parmi les divers avantages possibles, le Groupe est seulement concerné par les indemnités versées à l'occasion des médailles du travail. A partir d'évaluations actuarielles annuelles la provision constituée est ajustée à chaque clôture (se reporter à note 3.6.1).

3.7.4 Indemnité de fin de contrat : L'évaluation actuarielle des indemnités de fin de contrat prévues par les conventions collectives ou des contrats est basée sur la méthode des unités de crédit projetées et sur les hypothèses actuarielles suivantes :

- un âge de départ à 60 ans ou s'il est dépassé, 65 ans,
- la rémunération et ses charges sociales afférentes lors du départ,
- les droits acquis,
- les taux de probabilité d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise,
- un taux d'actualisation de 2,5%, net d'inflation et de progression salariale,
- Un taux de rendement espéré sur les actifs de couverture de 4,5%.

Ces évaluations et hypothèses sont revues annuellement.

Le Groupe n'utilise pas la méthode dite du «corridor» pour enregistrer les écarts actuariels. S'ils en existent, ils sont comptabilisés directement en résultat dès leur constatation.

Ces engagements sont couverts pour l'essentiel par un contrat d'assurance. Le solde éventuel entre les capitaux assurés et les engagements actuariels est comptabilisé sous forme de provision, selon le décompte suivant :

	31.12.2007	31.12.2006
Engagements actuariels totaux	2 869	2 904
Engagements couverts par un contrat d'assurance	2 558	2 669
Engagements résiduels provisionnés	311	235

Leur variation au cours de l'exercice s'analyse ainsi :

	Engagements	Couverture par assurances	solde en prov. pour RC	Impact en résultat avant IS
A l'ouverture	2 904	2 669	235	
Coût des services rendus	290			
Sorties au titre de l'exercice	477			
Charge financière d'actualisation	153			
Ajustement divers				
Ecart sur remboursement prévu en n-1		- 30		- 30
Remboursement net des assurances		210		210
Produits financiers		128		
variations provisions			76	- 76
A la clôture	2 869	2 557	311	104
Variation exercice, dont	- 35	- 112	76	
- contrepartie en résultat		- 180	76	104
- trésorerie en fonds d'assurances		128		

3.7.5 Paiement en actions : Les avantages accordés à des salariés du Groupe et au mandataire social sous forme d'options d'achat d'actions ou d'actions gratuites de la société sont évalués à leur date d'attribution à leur juste valeur définie à dire d'actuaire. Ces avantages sont comptabilisés, en totalité au cours des exercices correspondant à la période d'acquisition, en charges de personnel et par la contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. L'évolution du nombre des options et actions attribuées est la suivante :

Date	Période d'acquisition des droits		Prix	Nombre de bénéficiaires	Nombre attribué	
	début	fin			31.12.2007	31.12.2006
04/06/2004	05/06/2005	05/06/2008	28,32	16	4000 options	4000 options
04/02/2005	05/02/2006	05/02/2009	30,63	16	4000 options	4000 options
10/02/2006	11/02/2008	11/02/2010	N.A.	15	1500 actions	1500 actions
09/02/2007	09/02/2009	10/02/2011	N.A.	8	1500 actions	
Nombre en-cours d'options et d'actions attribuées					11 000	9 500
Juste valeur en Euros					66 395	29 018

3.7.6 Effectifs moyens :

	31.12.2007	31.12.2006
Cadres	46	68
Employés	148	164
Ouvriers	530	579
	724	811
Dont intérimaires	91	97

A fin 2007, tous les départs prévus dans le plan de sauvegarde sont réalisés.

3.7.7 Détail charges de personnel :

	31.12.2007	31.12.2006
Salaires et traitements	18 738	20 060
Charges sociales	7 746	8 353
Participation des salariés		-
Plans d'attribution gratuite d'actions	58	21
TOTAL	26 542	28 433

3.8 passifs courants

3.8.1 Autres passifs à court terme

Les autres passifs à court terme se décomposent ainsi :

	31.12.2007	31.12.2006
Acomptes reçus sur commandes	0	0
Dettes fiscales et sociales	7 168	8 035
Dettes sur immobilisations	975	1 059
Autres dettes	1 759	3 172
Produits différés à court terme	27	27
Total autres passifs à court terme	9 929	12 293

3.9 compte de resultat

3.9.1 Produits de l'activité ordinaire

Le produit des ventes est enregistré s'il est probable que les avantages économiques associés aux transactions iront au Groupe et si le montant des produits et des coûts encourus ou à encourir sur la transaction peuvent être évalué de façon fiable.

Le montant des ventes est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir après, le cas échéant, déduction de toutes remises commerciales, rabais sur volumes et similaires.

Les ventes de biens sont comptabilisées à la date du transfert effectif à l'acheteur de l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens qui s'accompagne de l'arrêt de l'implication du Groupe dans leur gestion et dans leur contrôle effectif.

En cas de ventes de prestations de services leurs produits sont enregistrés en fonction du degré d'avancement, estimé de façon fiable, de la transaction à la date de clôture.

Les ventes se ventilent ainsi :

	31.12.2007	31.12.2006
Métropole	62 885	66 398
Exportation	57 919	51 875
Total des ventes	120 804	118 273

3.9.2 Informations sectorielles

Le Groupe développe son offre technique de sous-traitance de pièces forgées de haute technologie en s'adressant à de nombreux secteurs de l'industrie mécanique européenne. Cette offre technique de sous-traitance s'appuie sur un outil industriel complémentaire spécialisé techniquement mais pas par secteurs servis.

Le Groupe, n'ayant pas identifié d'exposition à des risques ou des rentabilités significativement différents, considère qu'il développe son activité sur un seul secteur d'activité, l'offre technique de sous-traitance de pièces forgées, et sur un seul secteur géographique, l'Europe (Ouest et Est).

3.9.3 Autres produits et charges d'exploitation

Leur ventilation est la suivante :

	31.12.2007	31.12.2006
Plus value sur cession actifs corporels	356	- 382
Subventions nettes reçues	8	17
Divers	- 26	- 4
Total	338	- 369

3.9.4 Autres produits et charges opérationnels non courants

Leur ventilation est la suivante :

	31.12.2007	31.12.2006
Charges de restructuration	- 631	- 7 352
Autres charges non récurrentes	- 1 479	
Profit sur actualisation		1 789
Total	- 2 111	- 5 563

3.9.5 Frais de recherche et développement

Aucun des frais ci-après n'est immobilisé.

	31.12.2007	31.12.2006
Frais de recherche et développement	713	532

3.10 autres informations**3.10.1 Engagements hors bilan****3.10.1.1 Engagements financiers**

	31.12.2007	31.12.2006
Effets escomptés et non échus	néant	néant
Avals et cautions donnés, dont :	18323	9385
- en garantie du passif pour les filiales	11500	néant
- en nantissement de matériels	6823	
En matière de départ à la retraite	voir note 3.7.4	voir note 3.7.4
Solde sur commandes d'immobilisations	non significatif	non significatif
Avals et cautions reçus	néant	néant
Inscriptions de biens inaliénables	13920	néant
Autres (a)		néant

(a) Les coûts découlant de la politique environnementale du groupe telle que décrite dans le rapport de gestion sont portés en charge dans les conditions usuelles.

3.10.1.2 Risques sur instruments financiers :

Les principaux risques attachés à des instruments financiers recensés par le Groupe sont les suivants :

- Risque de crédit : Les clients en relation avec le Groupe sont généralement des donneurs d'ordre parmi les plus grands noms de l'industrie européenne voire mondiale avec une très faible probabilité de défaillance. En outre le Groupe met en oeuvre une politique de couverture du risque de défaillance de paiement de ses donneurs d'ordre par la mise en place de contrats d'assurance auprès d'assureurs crédits de premier plan. Enfin ses créances font l'objet d'une surveillance permanente et en cas de besoin d'actions adaptées aux situations rencontrées.
- Risque de liquidité : Après avoir desserré la contrainte financière à court terme, le Groupe a entrepris depuis plusieurs mois une démarche active de renforcement de ses capitaux propres.

— Risque de change : Depuis l'avènement de l'€uro l'essentiel des transactions et des flux du Groupe sont réalisés dans la monnaie Européenne. Aussi l'exposition au risque de change s'est fortement allégée et représente des enjeux financiers peu significatifs couverts par des contrats à terme souscrits auprès d'établissement financiers de premier rang.

— Risque de taux d'intérêt : dans le cadre de sa politique financière le Groupe s'emploie à diversifier ses lignes de crédit souscrites en euros en recourant aux taux fixes et aux taux variables pour limiter son risque en cas de variation forte des taux. Les enjeux financiers sur les risques de taux sont peu significatifs.

— Risque de prix : dans un passé récent face à l'explosion du prix des matières premières utilisées, le Groupe a été confronté à une forte évolution de son risque sur le prix de ses livraisons. Pour se prémunir le Groupe a développé une politique de sécurisation par le recours à l'indexation de ses prix, par l'intensification, avec succès le plus souvent, de sa politique de renégociation du prix de ses fournitures, par l'abandon si besoin des productions devenues non rentables...

Ce risque de prix n'a aucun effet sur la juste valeur des actifs courants du Groupe (stocks, créances commerciales, ...).

3.10.2 Rémunération des organes d'administration

	31.12.2007	31.12.2006
Rémunération versée par la mère à ses administrateurs	68	68
Rémunération versée par la mère aux principaux dirigeants (1)	852	807
Rémunération versée par les filiales à ses administrateurs	0	0
Rémunération versée par l'ensemble du groupe	920	875
(1) correspond à la rémunération des cinq personnes les mieux rémunérées		

3.10.3 Autres informations

Au cours de la période aucun élément exceptionnel, changement d'estimation, mouvement sur emprunt obligataire, rachat sur capitaux propres, événement après clôture ou changement sur les engagements n'est intervenu autres que ceux inclus dans ces comptes.

0803778